

NOTE DE PRESENTATION BP 2025

L'article 107 de la loi NOTRe est venu compléter les dispositions de l'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en précisant :

« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. »

Cette note présente donc les principales informations et évolutions du budget primitif 2025 de la ville.

Lors de sa séance du Conseil municipal du 05/02/2025, et conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), un débat s'est tenu et le rapport présentant les orientations budgétaires, a été adopté.

Comme indiqué lors du débat d'orientations budgétaires, les principaux éléments pris en compte pour construire et équilibrer le budget 2025, sont les suivants :

- Maintien de l'investissement pour le développement de la ville,
- Pas d'augmentation des tarifs ni des taux de fiscalité, baisse de certains tarifs périscolaires,
- Un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement plus important qu'en 2024,
- Pas de recours à l'emprunt cette année.

La ville de CESSON comptant 11 238 habitants au 01/01/2025, la maquette budgétaire sera présentée par nature avec une présentation fonctionnelle au niveau du chapitre pour chacune des sections de fonctionnement et d'investissement.

A – La section de fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre pour un montant total de 18 026 949,76 €, équivalent en dépenses et en recettes. Cette somme est en hausse de + 4,99 % par rapport au budget inscrit pour l'année 2024.

1 – Les recettes

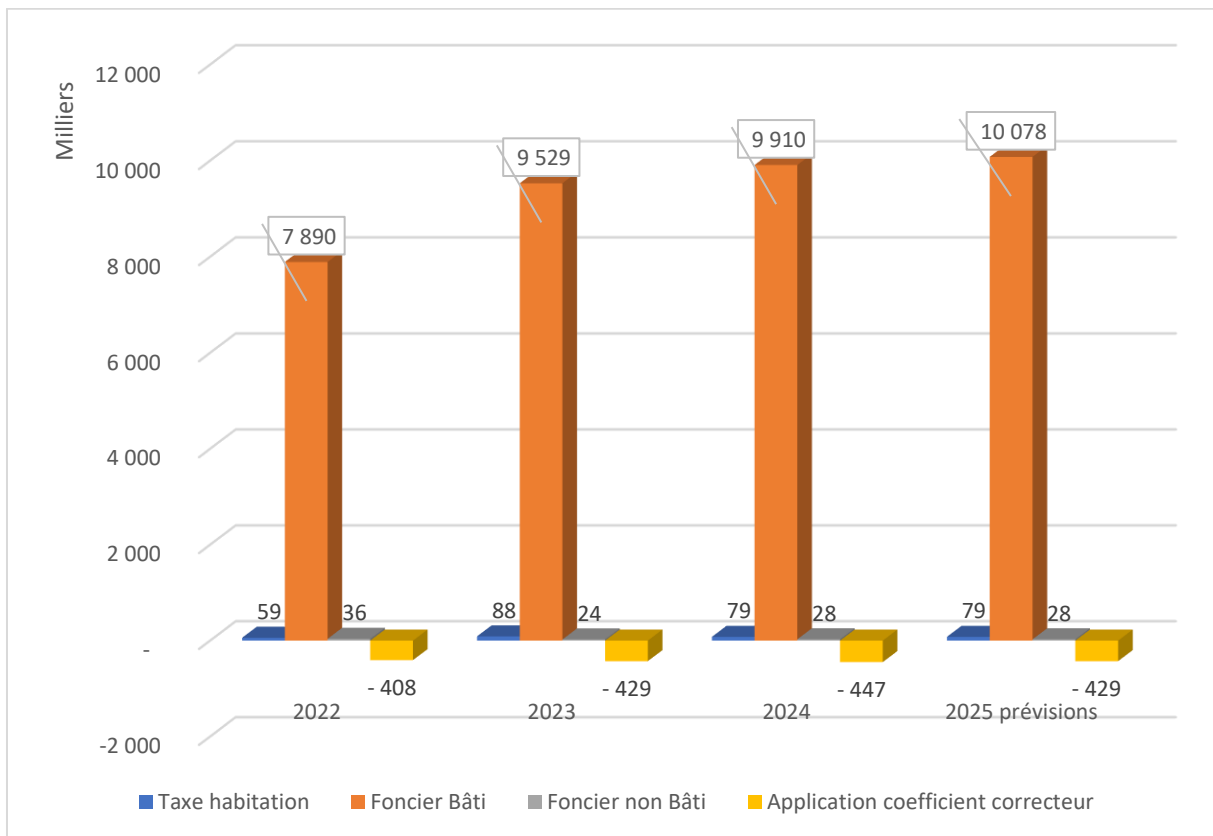
Les recettes apparaissant à la section de fonctionnement sont les ressources régulières de la Ville.

Celles-ci ont été estimées avec l'aide de notre prestataire Finance Active.

Fiscalité :

Première ressource du budget communal, la fiscalité des ménages n’a pas connu d’augmentation jusqu’en 2022. Les bases fiscales sont revalorisées chaque année grâce à un coefficient de revalorisation voté chaque année dans la loi de finances proportionnel à l’inflation. Ces bases augmentent de 1,7% cette année. Aucune augmentation des taux n’est proposée cette année.

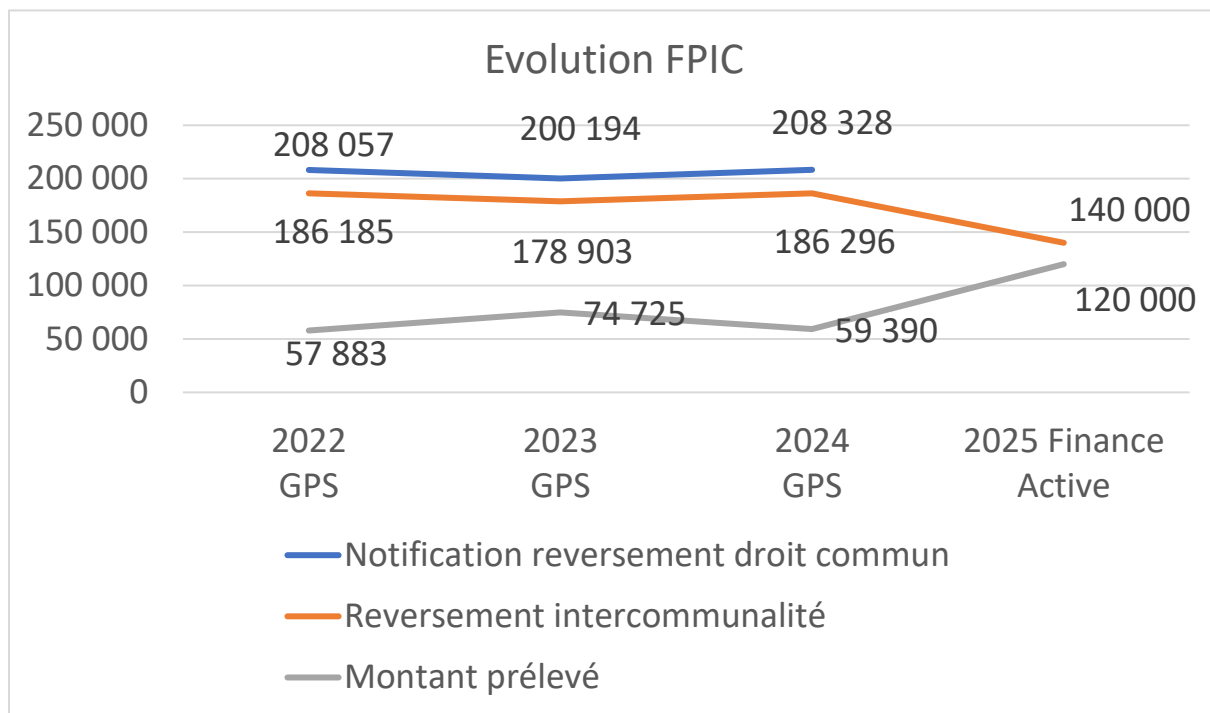
L’état 1259 relatif aux bases fiscales n’ayant pas encore été adressé par la DGFIP, l’évaluation des contributions directes a donc été faite en tenant compte d’une augmentation des bases (hors locaux commerciaux) et du taux de la taxe foncière. Cette évolution se traduit comme indiqué ci-dessous :



FPIC :

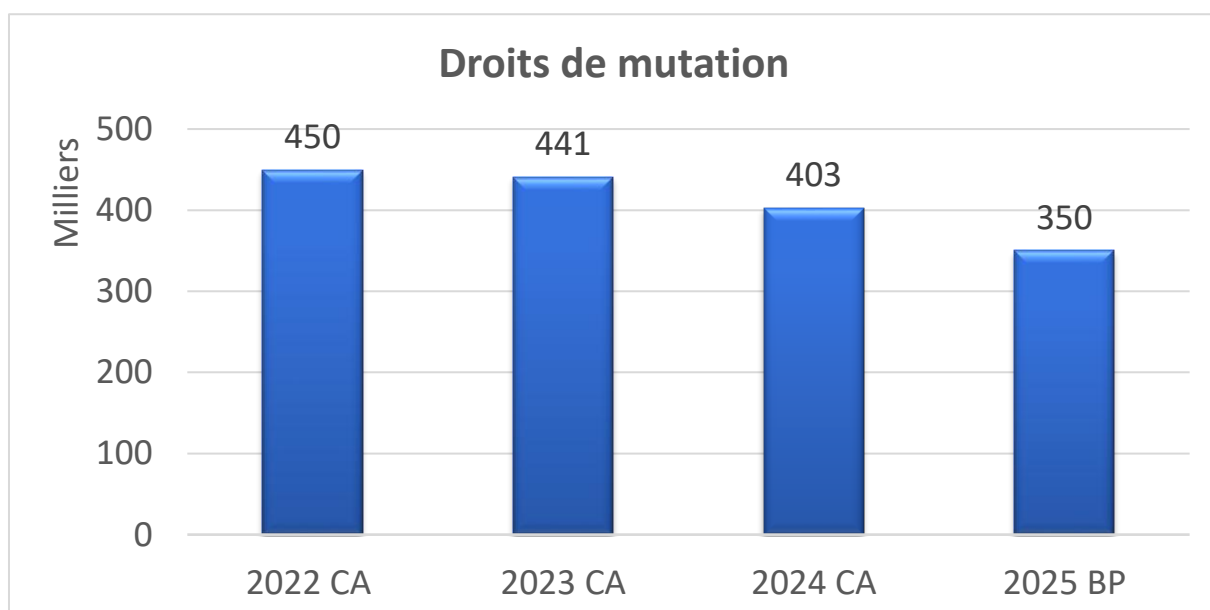


Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales en 2012 constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines communes pour la reverser à d'autres, moins favorisées. Ainsi, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud ayant opté pour une répartition dérogatoire libre, la ville perd tous les ans une partie de cette recette au profit de la péréquation. En 2025, compte tenu des nouvelles règles de calcul de la péréquation devraient faire baisser notre dotation et augmenter notre prélèvement pour arriver d'ici quelques années à n'être plus que contributeur.



Droits de mutation :

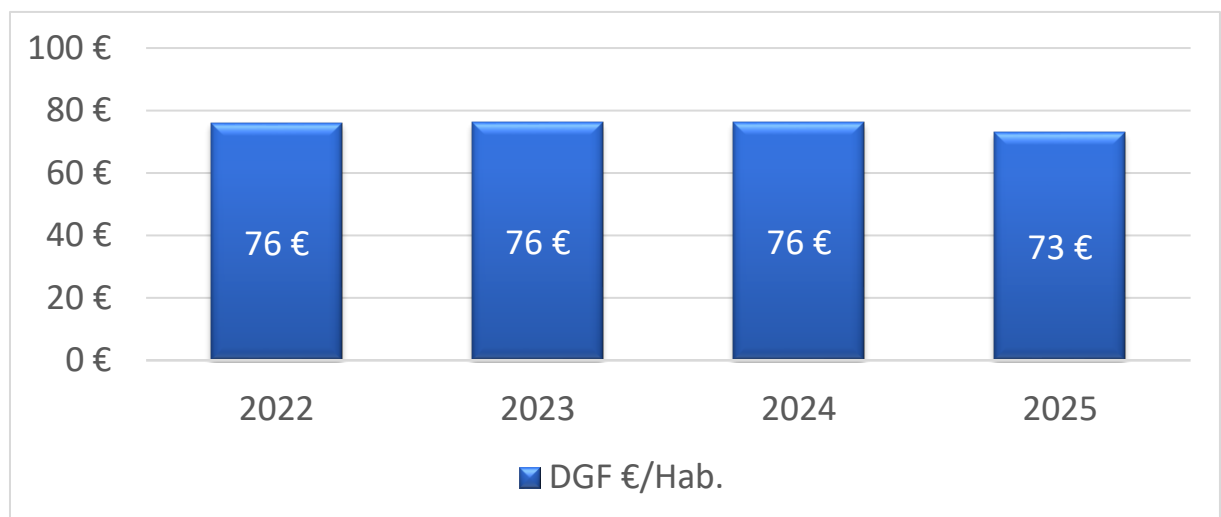
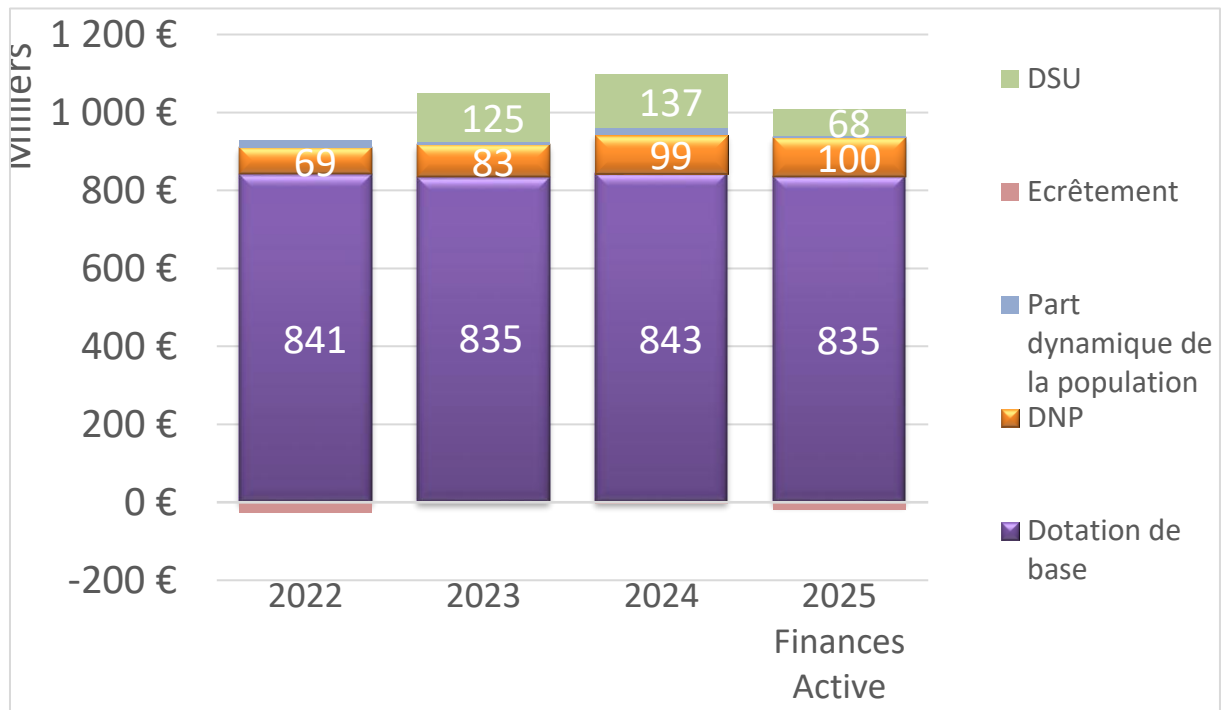
L'inscription pour 2025 est une hypothèse relativement prudente, dans un contexte incertain marqué, entre autres, par des tarifs assez hauts des prix de l'immobilier et par une difficulté pour les ménages à emprunter.



DGF :

Malgré la hausse de l'enveloppe nationale de Dotation Globale de Fonctionnement, la dotation forfaitaire devrait être stable en 2025.

Pour rappel, la ville a perdu la part de la dotation de solidarité rurale en 2017 avec le passage à plus de 10 000 habitants mais a pu bénéficier depuis 2024 de la Dotation de Solidarité Urbaine. Finances Actives prévoit une sortie de ce dispositif pour 2025. Cela se traduit par des recettes à hauteur de 50% de l'année 2024.



Principales recettes réelles de fonctionnement, les « impôts et taxes » représentent 73,66 % des recettes réelles de fonctionnement, les « dotations et participations » 13,62 % et les « produits des services » 6,69 % (recettes des services rendus par la ville à la population : cantines scolaires, centres de loisirs, accueils pré et post scolaires, crèche familiale, etc.).

Afin de promouvoir l'équité tarifaire en fonction de la situation économique des familles bénéficiaires de certains services municipaux, il a été décidé en 2021 d'introduire un taux d'effort appliqué au quotient familial. Il a également été fixé un tarif minimum « plancher » et un tarif maximum

« plafond ». Pour 2025, aucune augmentation de tarif n'est prévue dans ce BP. Une diminution de certains tarifs périscolaires a été adoptée pour ce nouveau BP.

Le résultat antérieur reporté représente 22,57 % du budget total, et permettra ainsi un virement à la section d'investissement plus important afin de financer une partie des investissements prévus.

Compte tenu de ce qui précède, la structure des recettes de fonctionnement pour 2025 s'établit de la manière suivante :

| | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | Evolution BP/BP |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| 013 : Atténuations de charges | 71 540 | 240 292 | 57 760 | -19,26% |
| 70 : Produits des services | 983 980 | 1 035 197 | 920 799 | -6,42% |
| 73 : Impôts et Taxes | 9 536 466 | 10 038 606 | 288 873 | |
| 731 : Fiscalités locale | 560 000 | 731 292 | 10 140 000 | |
| 74 : Dotations et participations | 1 860 251 | 2 369 878 | 1 874 578 | 0,77% |
| 75 : Autres produits de gestion | 534 555 | 595 826 | 484 559 | -9,35% |
| 76 : Produits Financiers | 18 000 | 24 920 | 0 | |
| 77 : Produits exceptionnels | 0 | 10 100 | 0 | |
| Total opération réelles | 13 564 792 | 15 046 111 | 13 766 569 | 1,49% |
| 002 : Excéd. antérieur reporté | 3 411 177 | | 4 068 381 | 19,27% |
| 042 : Opérations d'ordre | 193 810 | 191 289 | 192 000 | -0,93% |
| TOTAL | 17 169 779 | 15 237 400 | 18 026 950 | 4,99% |

2 – Les dépenses

Le chapitre 011 augmente de 1,52% Résultats d'un tarif sans hausse successive des prix des énergies (gaz & électricité). Nous subissons néanmoins de fortes augmentations sur certains postes de dépenses comme la fourniture de repas scolaires (environ 40% d'augmentation).

Une ligne budgétaire de 150 000€ a été prévue pour pouvoir honorer la franchise de nos assurances bâtiments en cas de sinistre.

La progression du chapitre 012 (+ 0,33 %) : Ce chapitre reste stable depuis quelques années. Certains postes n'ont pas été recréés suite à des mutations ou des départs en retraite et ont donné lieu à des réorganisations en interne.

➤ La progression naturelle des carrières des fonctionnaires :

Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est un phénomène qui contribue habituellement à l'évolution à la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons, des promotions de grades ou de la promotion interne.

Cette augmentation naturelle des rémunérations, liée à l'ancienneté ou à l'augmentation de la technicité des fonctionnaires, découle du statut et permet ainsi une progression de la carrière des agents.

Ainsi le GVT est estimé pour 2025 à hauteur de 30 000 €.

Il est à noter que le chapitre 012 est le premier poste de dépenses de 52,74 % du budget de fonctionnement réel.

Le chapitre 65 diminue (-15,97 %) du fait de la diminution de la contribution versée au SIVOM (aucune contribution de travaux n'est demandée cette année)

Le chapitre 66 diminue une nouvelle fois en 2024 (- 17,68 %) correspondant à la volonté permanente de diminution de la dette de la ville et à la contractualisation d'emprunts à des taux nettement inférieurs (0,57 % en 2021 et 1,69 en 2023 contre 4,75 % pour le « grand emprunt »).

Le résultat dégagé en 2024 permet d'inscrire en 2025 au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement » une somme de 4 000 000 €, soit une augmentation de 44,40 % par rapport à 2024 afin de financer les investissements prévus sans avoir recours à l'emprunt pour cet exercice.

Ainsi, les dépenses de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

| | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | Evolution BP/BP |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| 011 : Charges générales | 3 645 009 | 3 051 850 | 3 700 437 | 1,52% |
| 012 : Charges de personnel | 7 098 216 | 6 668 220 | 7 121 820 | 0,33% |
| 014 : Atténuation de produits | 499 210 | 370 600 | 479 210 | -4,01% |
| 65 : Autres charges gestion | 2 424 860 | 2 224 920 | 2 037 684 | -15,97% |
| 66 : Charges financières | 162 941 | 155 410 | 134 135 | -17,68% |
| 67 : Charges exceptionnelles | 59 673 | 51 509 | 30 000 | -49,73% |
| Total opérations réelles | 13 889 909 | 12 522 509 | 13 503 286 | -2,78% |
| 023 : Virement section d'invest. | 2 770 000 | | 4 000 000 | 44,40% |
| 042 : Opérations d'ordre | 509 870 | 443 059 | 523 664 | 2,71% |
| TOTAL | 17 169 779 | 12 965 567 | 18 026 950 | 4,99% |

B – La section d'investissement :

La section d'investissement s'équilibre pour un montant total de 12 798 241,63€ reports compris, équivalent en dépenses et en recettes.

1 – Les recettes

La structure des recettes d'investissement est la suivante :

| | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | Evolution BP/BP |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|
| 10 : Dotations et réserves | 892 260 | 879 082 | 1 914 630 | 114,58% |
| 13 : Sub. Invest. reçues | 3 741 523 | 502 752 | 1 347 791 | -63,98% |
| 16 : Emprunts et cautionnement | 400 600 | 708 | | |
| 024 : Produits des cessions | | | 1 700 000 | |
| Total opérations réelles | 5 034 383 | 1 382 542 | 4 962 421 | -1,43% |
| 021 : Vir. de la section fonct. | 2 770 000 | | 4 000 000 | 44,40% |
| 040 : Opérations d'ordre | 509 870 | 443 159 | 523 664 | 2,71% |
| 041 : Opérations patrimoniales | 285 000 | 0 | 325 000 | 14,04% |
| Total | 8 599 253 | 1 825 701 | 9 811 085 | 14,09% |

- La section d'investissement est déficitaire de 1 614 630,38€, il est obligatoirement cette somme au titre du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »
- Les excédents de fonctionnement capitalisés permettent de figer des crédits de fonctionnement vers l'investissement et permettre ainsi le financement des investissements pour avoir moins besoin du recours à l'emprunt. Le chapitre 10 est en hausse du fait de l'augmentation de la hausse de l'affectation au 1068.

Le virement de la section de fonctionnement de 4 000 000 € est en hausse de 44,40 % par rapport à 2024 afin de maintenir de bons ratios financiers fin 2025.

Les subventions inscrites au chapitre 13 « Subventions d'investissement » sont en majorité des subventions pour :

- La subvention de la région « CAR » pour les aires de jeux pour 36 890€ ainsi que les travaux du Centre Technique Municipal pour 302 733€.
- Le fond de concours de Grand Paris Sud de 312 839,50€ pour des travaux de voiries, bâtiments et équipements informatique.
- L'attribution d'une aide par l'EPA Sénart pour l'extension du Groupe Scolaire Paul Emile Victor.
- La subvention du département pour l'extension de Paul Emile Victor d'un montant de 352 595€
- La subvention du département pour les travaux du Centre Technique Municipal d'un montant de 302 733€

2 – Les dépenses

La section d'investissement retrace les opérations non renouvelables à l'identique chaque année et ayant une incidence qui se traduit par une modification de la consistance ou la valeur du patrimoine de la commune.

La structure des dépenses d'investissement est la suivante, comparée avec l'année 2024 :

| | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | Evolution BP/BP |
|--|------------------|------------------|-------------------|-----------------|
| 001 : Solde d'exécution de la section d'inv. | 310 260 | 0 | 1 614 630 | 420,41% |
| 10 : Dotations, fonds divers et réserves | 0 | 0 | 30 000 | |
| 16 : Emprunts et dettes | 749 680 | 736 357 | 722 280 | -3,65% |
| 20 : Immo. incorporelles | 361 102 | 52 184 | 314 800 | -12,82% |
| 204 : Subv. d'équip. versés | 277 587 | 220 143 | 279 472 | 0,68% |
| 21 : Immo. corporelles | 1 643 270 | 964 404 | 3 462 892 | 110,73% |
| 23 : Immo. en cours | 4 600 300 | 965 595 | 4 070 000 | -11,53% |
| Total opérations réelles | 7 942 199 | 2 938 683 | 10 494 074 | 32,13% |
| 040 : Opérations d'ordre | 193 810 | 191 289 | 192 000 | -0,93% |
| 041 - Opérations patrim. | 285 000 | 100 | 325 000 | 14,04% |
| Total | 8 421 009 | 3 130 072 | 11 011 074 | 30,76% |

- Chapitre 16 :
 - Remboursement des emprunts et éventuelles cautions pour 722 280 € représentant 6,56 % des dépenses d'investissement.

- Chapitre 20 :
 - Les frais d'études (études, missions de contrôles, diagnostics amiante...) pour le groupe scolaire Paul Emile Victor ainsi que le Centre Technique Municipal pour 314 800 €,

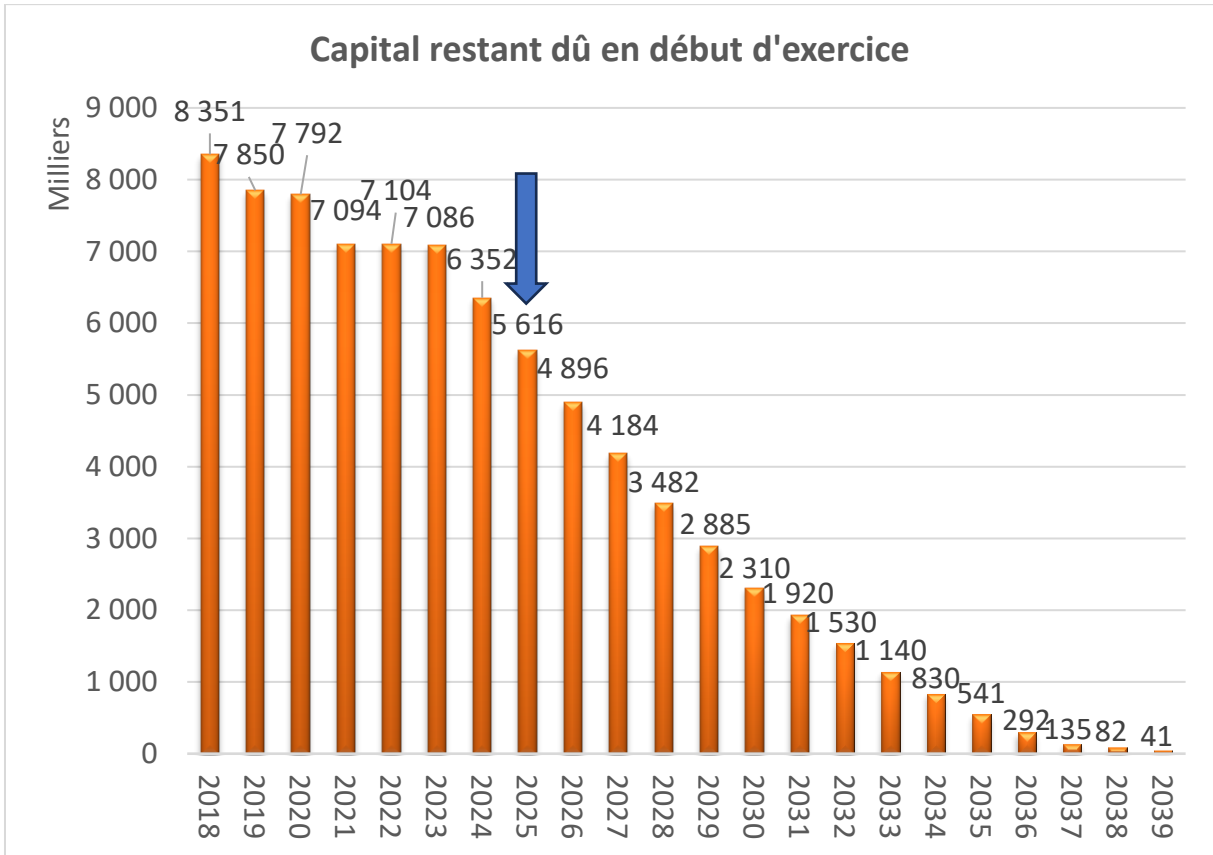
- Chapitre 204 :
 - Versement d'une subvention pour l'aide à la construction de logements sociaux entrainant une diminution de l'amende Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) pour 56 987 €,
 - Versement à l'EPA d'une subvention pour le financement de la ZAC du centre-ville pour 43 600 €
 - Versement de l'attribution de compensation d'investissement pour la CA Grand Paris Sud pour 177 000 €.

- Chapitre 21 & 23 : Voir tableau ci-dessous :
 - Un fonds de roulement pour les exercices suivants a été mis en place cette année, d'un montant de 1 700 000€, cette enveloppe inscrite au chapitre 21 permettra de financer les projets sur les exercices futurs.

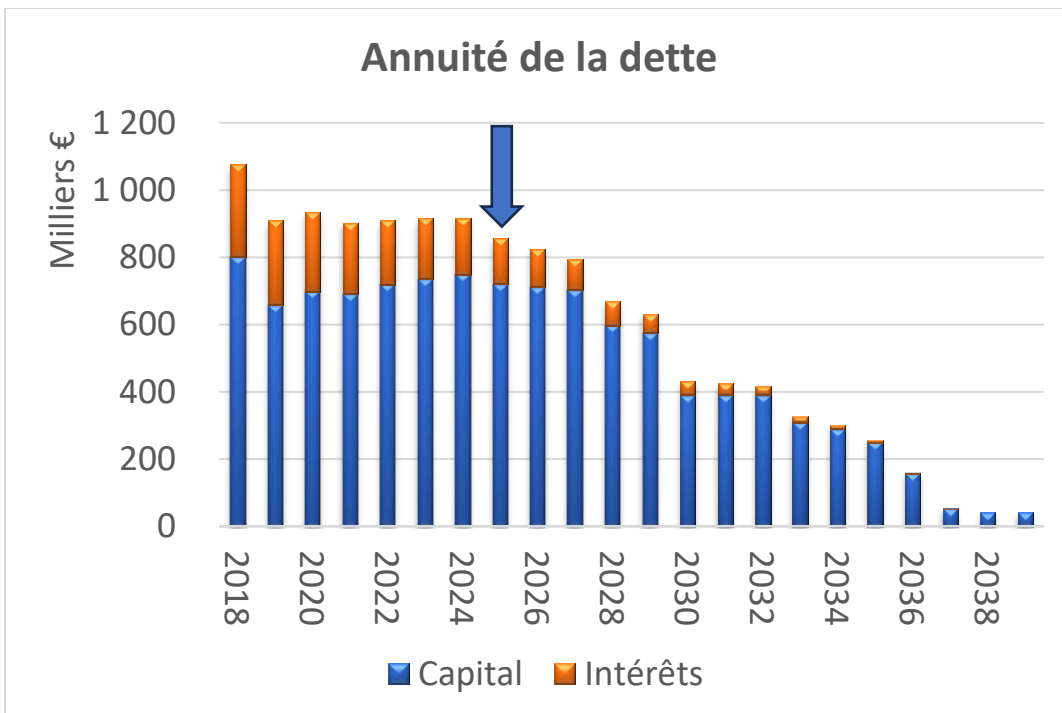
| | 2025 | | |
|--|---------------------|---------------------|-----------------------|
| | Dépenses envisagées | Recettes envisagées | Total à financer 2025 |
| Aires de jeux | 83 000 | 34 000 | 49 000 |
| CTM | 800 000 | 423 826 | 376 174 |
| Cimetière | 50 000 | | 50 000 |
| Écoles - PEV -Sports Etudes | 2 800 000 | 352 595 | 2 447 405 |
| Eqt Jeunesse PMV - City Stade | 380 000 | | 380 000 |
| Vidéoprotection | 100 000 | | 100 000 |
| Plan Numérique | 45 000 | | 45 000 |
| Travaux écoles | 180 000 | | 180 000 |
| Matériel et mobilier écoles | 20 000 | | 20 000 |
| Extension réseau électrique | 15 000 | | 15 000 |
| Voirie | 250 000 | | 250 000 |
| Entretien bâtiments | 150 000 | | 150 000 |
| Chaufferies P3 | 70 750 | | 70 750 |
| Espaces verts | 10 000 | | 10 000 |
| Ad'AP | 15 000 | | 15 000 |
| Communication (site internet + panneau lumineux) | 10 000 | | 10 000 |
| Totaux | 4 978 750 | 810 421 | 4 168 329 |

Les faibles emprunts contractés depuis 2010, voire l'absence d'emprunt permis d'amorcer la diminution de la dette. Cette action a permis de rebons et de prétendre plus facilement à des demandes de subventions.

Ainsi, le profil d'extinction de la dette peut se schématiser comme suit au 01/01/2025.



L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids de la dette à long et moyen terme de la ville.

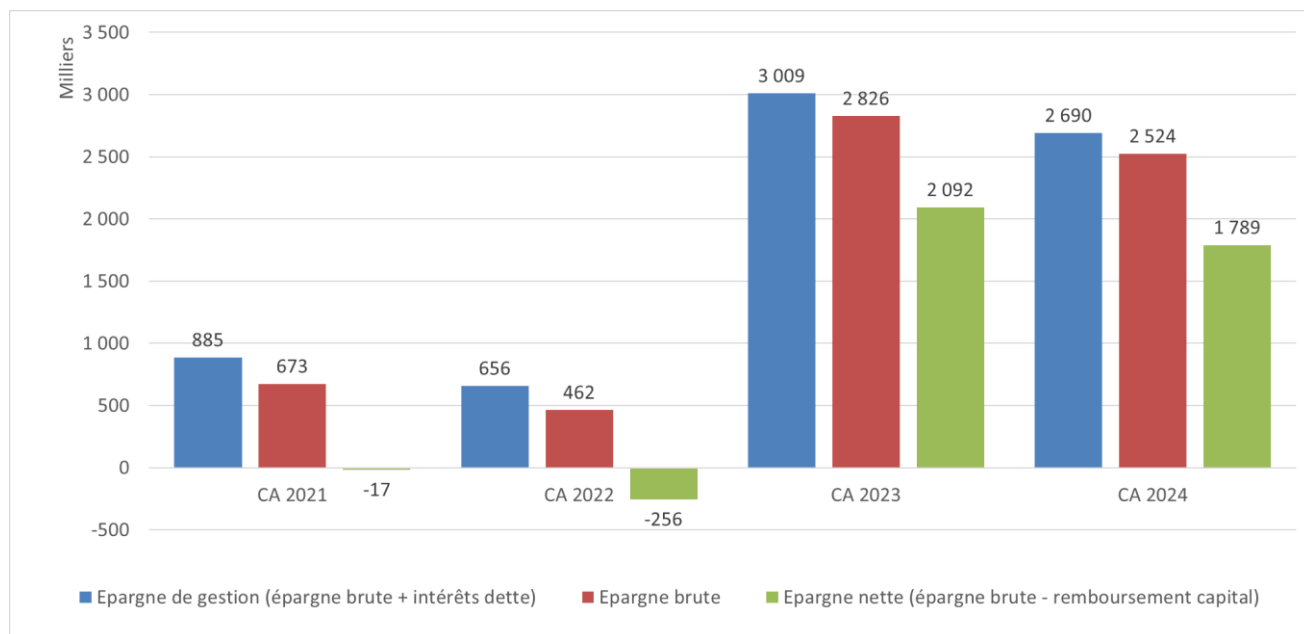


1 – Evolution de l'épargne :

L'épargne de gestion (écart entre les dépenses hors charges d'intérêts et les recettes réelles de fonctionnement hors cessions) reflète les mouvements constatés sur la section de fonctionnement.

L'épargne brute (ou capacité d'autofinancement) est affectée notamment au remboursement de la dette. Il s'agit de l'épargne de gestion diminuée des intérêts de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement, après financement de la dette. Il s'agit de l'épargne brute après déduction du remboursement du capital de la dette. La capacité de la collectivité à investir est directement liée à cet indicateur.



Grâce au maintien des efforts avec les services, nos taux d'épargne ont été meilleurs en 2023 et 2024. Ces taux reflètent la capacité de la ville à pouvoir demander des subventions ou des emprunts et de pouvoir investir dans des projets.

2 – Désendettement :

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule en faisant le rapport de l'encours avec l'épargne brute.

Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identique, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.

| | 2020 | 2021 | 2022 | | |
|---|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| Encours de la dette au 31/12 | 7 094 353 | 7 103 753 | 7 085 764 | 6 351 513 | 5 616 283 |
| Epargne brute | 975 262 | 884 990 | 656 413 | 2 826 351 | 2 523 604 |
| Capacité de désendettement en années | 7,27 | 8,03 | 10,79 | 2,25 | 2,23 |

Ainsi, le budget primitif 2025 pour la ville de CESSON, qu'il vous est proposé d'adopter chapitre par chapitre, se décompose de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | Budget primitif 2025 |
|-----------------------------------|-----------------------------|
| 011 : Charges générales | 3 700 436,08 € |
| 012 : Charges de personnel | 7 121 820,00 € |
| 014 : Atténuation de produits | 479 210,00 € |
| 023 : Virement section d'invest. | 4 000 000,00 € |
| 042 : Opérations d'ordre | 523 664,26 € |
| 65 : Autres charges gestion | 2 037 684,00 € |
| 66 : Charges financières | 134 135,42 € |
| 67 : Charges exceptionnelles | 30 000,00 € |
| TOTAL | 18 026 949,76 € |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | Budget primitif 2025 |
| 002 : Excéd. antérieur reporté | 4 068 380,90 € |
| 013 : Atténuations de charges | 57 760,00 € |
| 042 : Opérations d'ordre | 192 000,00 € |
| 70 : Produits des services | 920 798,86 € |
| 73 : Impôts et Taxes | 288 873,00 € |
| 731 : Fiscalités locale | 10 140 000,00 € |
| 74 : Dotations et participations | 1 874 578,00 € |
| 75 : Autres produits de gestion | 484 559,00 € |
| TOTAL | 18 026 949,76 € |

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Envoyé en préfecture le 24/03/2025

Reçu en préfecture le 24/03/2025

Publié le



ID : 077-217700673-20250324-DEL202503_009-BF

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | Restes à réaliser | Propositions du Maire | total 2025 |
|--|--------------------------|------------------------------|-----------------------------------|
| 001 : Résultat reporté | | 1 614 630,38 € | 1 614 630,38 € |
| 040 : Opérations d'ordre | | 192 000,00 € | 192 000,00 € |
| 041 : Opérations patrimoniales | | 325 000,00 € | 325 000,00 € |
| 10 : Dotation, dons divers et réserves | | 30 000,00 € | 30 000,00 € |
| 16 : Emprunts et dettes | | 722 280,00 € | 722 280,00 € |
| 20 : Immo. incorporelles | 170 179,06 € | 314 800,00 € | 484 979,06 € |
| 204 : Subv. d'équip. versés | | 279 472,00 € | 279 472,00 € |
| 21 : Immo. corporelles | 692 309,95 € | 3 462 891,97 € | 4 155 181,92 € |
| 23 : Immo. en cours | 924 678,27 € | 4 070 000,00 € | 4 994 678,27 € |
| TOTAL | 1 787 167,28 € | 11 011 074,35 € | 12 798 241,63 € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | Restes à réaliser | Propositions du Maire | Budget primitif total 2025 |
| 021 : Vir. de la section fonct. | | 4 000 000,00 € | 4 000 000,00 € |
| 024 : Produits des cessions | | 1 700 000,00 € | 1 700 000,00 € |
| 040 : Opérations d'ordre | | 523 664,26 € | 523 664,26 € |
| 041 : Opérations patrimoniales | | 325 000,00 € | 325 000,00 € |
| 10 : Dotations et réserves | | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| 1068 : Excédents de fct capitalisés | | 1 614 630,38 € | 1 614 630,38 € |
| 13 : Sub. Invest. reçues | 2 987 155,94 € | 1 347 791,05 € | 4 334 946,99 € |
| 16 : Emprunts et dettes assimilées | | 0 € | 0 € |
| TOTAL | 2 987 155,94 € | 9 811 085,69 € | 12 798 241,63 € |